

L'opposition de droite arrive en tête des élections législatives à Chypre

de Corinne Deloy

RESULTATS

Le Rassemblement démocratique (DISY) est arrivé en tête des élections législatives le 22 mai à Chypre. Dirigé par Nicos Anastasiades, le DISY a recueilli 34,28% des suffrages et 20 des 56 sièges du parlement (+2 par rapport au précédent scrutin législatif du 21 mai 2006). Il devance le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) du président de la République Demetris Christofias qui a obtenu 32,67% des voix et 19 sièges (+1). Les deux partis enregistrent une légère progression par rapport à 2006.

En revanche, le Parti démocratique (DIKO) emmené par Marios Karoyian, partenaire de l'AKEL au gouvernement, est en recul. Il a recueilli 15,76% des suffrages (9 sièges, -2) et arrive en 3e position. La coalition gouvernementale, qui rassemble l'AKEL et le DIKO devrait toutefois se maintenir. Le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), dirigé par Yiannakis Omirou, a obtenu 8,93% des voix (5 sièges, =) tandis que le Parti européen (EVROKO), parti d'extrême droite dirigé par Demetris Syllouris, a remporté 3,88% des suffrages (-1,9 point) et 2 sièges (-1). Le Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP), conduit par Ioanna Panayiotou, a obtenu 2,21% des voix (1 siège, =) et enregistré une très légère progression (+0,25 point). Enfin, le Front national populaire (ELAM), dirigé par Christodoulos Ioannides, a recueilli 1,08% des suffrages.

La participation, obligatoire à Chypre, a nettement reculé par rapport aux précédentes élections législatives du 21 mai 2006 ; elle s'est établie à 78,7%, soit -10,4 points.

Devancé dans les urnes, le Parti progressiste des travailleurs a donc enregistré une défaite. « Les conditions de la bataille étaient difficiles en raison de la crise économique. Les formations au pouvoir dans d'autres pays européens enregistrent un net recul ou bien sont défaites dans les urnes. Dans ces circonstances, le Parti progressiste des travailleurs a réussi à améliorer son résultat » a déclaré le président de l'AKEL, Andros Kyprianou. Le président du Rassemblement démocratique (DISY), Nicos Anastasiades, a vu dans ces résultats un « message envoyé au gouvernement en place en faveur d'un changement de politique ». Le score est un revers pour le Président sortant, Demetris Christofias, critiqué pour les concessions qu'il aurait faites dans les négociations de paix en cours pour la réunification de l'île sous l'égide des Nations Unies et, plus

généralement, pour son absence de résultat dans ces pourparlers.

« Nous devons concentrer notre attention sur la façon dont nous allons surmonter cette stagnation causée par l'intransigeance de la Turquie et créer les conditions pour trouver une solution rapide du problème de Chypre » a déclaré Demetris Christofias.

La victoire des forces de droite pourrait modifier la donne des négociations en cours dans le sens d'une plus grande fermeté des Chypriotes et rendre plus difficile l'établissement d'un compromis. Le DIKO, longtemps modéré sur ce sujet, a évolué en faveur d'une ligne plus dure, ne ménageant pas ses critiques envers le président de la République alors qu'il était membre de la coalition gouvernementale. « Nous avons payé le prix de notre tolérance à l'égard de tactiques du gou-

vernement avec lesquelles nous étions en désaccord » a déclaré Nicholas Papadopoulos, vice-président du DIKO. « Le chef de l'Etat a le choix entre deux attitudes. Il peut décider de tout faire pour avancer vers une réelle solution ou bien d'adopter une ligne plus dure dans l'espoir d'augmenter son nombre de voix à la prochaine élection présidentielle » a indiqué l'analyste politique Hubert Faustmann.

L'issue des négociations dépendra aussi des résultats des élections législatives turques qui auront lieu le 12 juin prochain. A 3 semaines du scrutin, le Parti de la justice et du développement (AKP) du Premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan est donné gagnant par toutes les enquêtes d'opinion et devrait remporter un 3e mandat consécutif.

Demetris Christofias et Dervis Eroglu, dirigeant de la partie nord de l'île, (Parti de l'unité nationale, UBP), rencontreront le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 7 juillet prochain à Genève dans l'espoir de trouver une solution à la division de l'île avant mi 2012. Cette réunion fait suite à celles des 18 novembre 2010 et 26 janvier dernier qui ont rassemblé les trois hommes. Ban Ki-moon a insisté sur la nécessité d'accélérer les progrès de façon à conclure, dès que possible, un accord acceptable par les parties. Il a exprimé sa frustration croissante par rapport à l'absence de progrès lors des précédentes négociations. Chypre prendra la présidence de l'Union européenne le 1er juillet 2012.

Lors du scrutin le 22 mai, le pouvoir en place a également été sanctionné en raison de la situation socio-économique de l'île. Deux ans après le début de la crise économique internationale, l'économie chypriote est en effet sous forte tension. Chypre a enregistré une croissance nulle au 1er trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (le PIB a crû de 1% en 2010), soit le pire résultat enregistré depuis le 4e trimestre 2009. Par ailleurs, le taux de chômage s'établit à 7,2% de la population active (chiffres de mars dernier). Nicosie a dû par trois fois emprunter de l'argent sur les marchés financiers et pourrait être prochainement contraint de recourir de nouveau à l'emprunt. La note de l'île a d'ailleurs été récemment dégradée par les agences de notation Standard and Poor's et Moody's.

L'Union européenne a fixé aux autorités chypriotes l'objectif suivant : faire baisser le déficit public du pays sous la barre des 4,5% du PIB. Le gouvernement aura donc besoin d'une majorité parlementaire solide pour mettre en œuvre dans les prochains mois une politique qui a risque d'être impopulaire.

La victoire de l'opposition de droite pèse sur les chances de réélection à la présidence de la République du chef de l'Etat sortant Demetris Christofias (qui n'a toutefois pas pour l'heure indiqué s'il serait candidat à sa propre succession) lors du prochain scrutin prévu en février 2013 et a contrario, augmente celles du Rassemblement démocratique (DISY).

Résultats des élections législatives du 22 mai 2011 à Chypre

Participation : 78,7% (le vote est obligatoire dans l'île)

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges obtenus
Rassemblement démocratique (DISY)	138 682	34,28	20
Parti progressiste des travailleurs (AKEL)	132 171	32,67	19
Parti démocratique (DIKO)	63 763	15,76	9
Mouvement pour la social-démocratie (EDEK)	36 113	8,93	5
Parti européen (EVROKO)	15 711	3,88	2
Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP)	8 960	2,21	1
Front national populaire (ELAM)	4 354	1,08	0
Autres	4 728	1,19	0

Source : Site internet des élections
(<http://www.vouleftikes.com/default.asp?id=336>)

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

L'Union européenne et le défi de l'économie verte, quels modèles pour une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources ?

– Question d'Europe n°206 – 23/05/2011

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.